

RÉSISTANCES

LE JOURNAL DU REFUS DE LA MISÈRE



Illustration : Hélène Perdèreau

17 OCTOBRE 2022

JOURNÉE MONDIALE du REFUS de la MISÈRE

La dignité
en action :
engageons-nous
pour la justice,
la paix
et la planète !

« La plus grande misère, c'est de ne pas être en connexion avec les autres, ne pas réfléchir avec les autres. Le rejet, c'est la mort, la destruction de l'autre », dit Anne, militante Quart Monde à la Réunion.

Comme de trop nombreuses personnes en situation de pauvreté, Anne sait combien la misère est violence. Elle a vu ses droits bafoués. Son avis et ses contributions ignorés. Sa dignité piétinée. Alors même que les plus pauvres sont les premières victimes des manquements et des promesses non tenues, la manière dont ils sont traités est un bon indicateur du respect de la dignité humaine dans notre société.

Les personnes qui vivent dans la pauvreté ne sont pas seulement des victimes. Comme Anne, elles sont aussi des actrices de changement. Elles ont brisé le silence, notamment en se réunissant le 17 octobre, chaque année depuis 1987. En dénonçant les souffrances engendrées par l'exclusion, elles ont mis leur dignité en action. Et chaque année, elles sont rejointes par des personnes de tous horizons

qui renouvellent leur engagement à leur côté pour défendre les droits de toutes et tous.

C'est ce que nous vous invitons à faire de nouveau le 17 octobre prochain. Le thème de cette année : « La dignité en action : nos engagements pour la justice, la paix et la planète » nous rappelle nos obligations envers celles et ceux qui sont laissés de côté. Il nous rappelle que le combat contre la pauvreté nous concerne toutes et tous. Il nous rappelle également que seul un monde libéré de la pauvreté permettra la construction de sociétés pacifiques, démocratiques inclusives et respectueuses de l'environnement.

Face à la multiplication des conflits, aux inégalités galopantes, au changement climatique qui menacent et à tous les défis qui sont devant nous, plus que jamais, faisons le choix de l'action. Soyons toujours plus nombreux à faire alliance avec celles et ceux qui résistent à la pauvreté, car c'est ensemble que nous provoquerons de vrais changements.

LES 37 ORGANISATIONS SIGNATAIRES

Patrick Raymond, président de l'Action catholique des enfants, Véronique Boquin-Sarton, présidente de l'AGSAS, Jean-Claude Samouiller, président d'Amnesty International France, Gilles Demarquet, président national de l'Apel, Pascale Ribes, présidente d'APF France handicap, Jean-Marc Sauvé, vice-président honoraire du Conseil d'État et président d'Apprentis d'Auteuil, Marie-Aleth Grard, présidente d'ATD Quart Monde, Gilles Arbellot et Xavier Gay, co-présidents de Benenova, Julien Loyer, directeur général de Bleu Blanc Zèbre, Marcel Rémon, directeur du Centre de recherche et d'action sociales, Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, Josiane Bigot, présidente de la Cnape, Margot Chevalier et Jean-Luc Bausson, co-présidents de Chrétiens dans le monde rural, Magali Lafourcade, secrétaire générale de la CNCDH, Paul Israel, président du Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs et les précaires, Antoine Sueur, président d'Emmaüs France, Pauline Horellou, présidente d'Engagé.es et Déterminé.es pour la solidarité, Jean-Marc Potdevin, président d'Entourage, Pierre Segura, président de la Fédération nationale des Francas, Najat Vallaud-Belkacem, présidente de France terre d'asile, Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace France, Bernard Devert, président d'Habitat et Humanisme, Le comité collégial de l'ICEM Pédagogie Freinet, Chloé Corvée, présidente nationale de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, Margaux Gaillard, déléguée générale de La Cloche, Françoise Dumont, présidente de la Ligue des droits de l'Homme, Bérandère Grisoni, présidente du collectif Les Morts de la rue, Patrick Hubert, porte-parole du MAN, Cécile Duflot, directrice générale d'Oxfam France, Jean-Baptiste de Foucauld, cofondateur du Pacte civique, Anne-Claire Bellay, déléguée générale des Scouts et Guides de France, Véronique Devise, présidente du Secours Catholique-Caritas France, Remy Sirvent, secrétaire national du SE-Unsa, Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT, Jean-Loup Cartier, président de 82-4000 Solidaires, Laurent Grandguillaume, président de Territoires zéro chômeur de longue durée, Michel Joncquel, administrateur de la collégiale UNAPP.

RÉSISTER

AUX IDÉES FAUSSES



« LES CHÔMEURS
NE VEULENT PAS
TRAVAILLER »

FAUX

**LE PLUS GRAND NOMBRE SOUHAITENT
TROUVER, PAR UN TRAVAIL DÉCENT, UNE
UTILITÉ ET UNE PLACE DANS LA SOCIÉTÉ.**

Fin décembre 2017, 16 % des bénéficiaires de minima sociaux occupent un emploi, selon la Drees (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques). 17 % des salariés bénéficiaires du RSA (revenu de solidarité active) et 13 % des bénéficiaires de l'ASS (allocation de solidarité spécifique) sont des ouvriers non qualifiés, qui exercent principalement en tant qu'agents de nettoyage, dans la manutention, l'emballage, le tri et l'expédition, ou encore dans le bâtiment. Un travailleur de l'Union européenne sur dix est pauvre, selon les données 2015 d'Eurostat. Estimé à 8,4 euros, le salaire horaire médian des bénéficiaires d'un minimum social est faible au regard de celui de l'ensemble de la population salariée (11,6 euros). « Il faut rappeler qu'environ un million de chômeurs acceptent un emploi chaque mois, bien que souvent cet emploi ne soit pas celui espéré, qu'il dure seulement quelques heures, ou quelques jours, en activité réduite », précisait en 2016 l'économiste Bruno Coquet dans une interview. Dire que les personnes en grande précarité ne veulent pas travailler permet surtout aux responsables politiques et économiques de renforcer le contrôle des personnes sans emploi, de maintenir à un faible niveau le montant des prestations sociales, et leur évite de s'interroger sur de réels moyens à investir dans la création d'emplois. On observe que l'obligation faite par Pôle emploi aux chômeurs de justifier de leurs recherches encourage des modes de recherche justifiables, mais peu efficaces. Cela conduit souvent à accroître leur méfiance vis-à-vis de l'institution, qu'ils associent plus à un rôle de contrôle que de conseil.

Parole de résistant

« Quand on est au chômage depuis pas mal de temps, on entre dans une forme d'auto-exclusion. Chaque réponse négative à une candidature est vécue comme un échec. Au bout d'un moment, on en a marre de tendre le bâton pour se faire battre, alors on finit par ne plus démarcher les entreprises, puis par ne plus répondre aux quelques annonces. [...] Mais quand on repart dans une dynamique où l'on est invité à pouvoir donner à nouveau, la machine se remet en marche et c'est reparti. »

JEAN-MICHEL, salarié sur un Territoire zéro chômeur de longue durée, extrait de Zéro chômeur. Dix territoires relèvent le défi.

« LES PAUVRES FONT
TOUT POUR TOUCHER
DES AIDES »

FAUX

**AU CONTRAIRE, BEAUCOUP NE SOLLICITENT
PAS LES AIDES AUXQUELLES ILS ONT DROIT.**

Un tiers des foyers éligibles ne recourent pas au RSA en moyenne chaque trimestre et un cinquième de façon durable, selon une étude de la Drees publiée en février 2022. Au total, les sommes non-versées du fait du non-recours au RSA atteindraient 750 millions d'euros, par trimestre. Une personne seule sur deux éligibles au minimum vieillesse n'y recourt pas, soit 321 200 personnes. Les raisons de ces non-recours sont multiples : la complexité des démarches et leur dématérialisation croissante, la volonté de ne pas dépendre de l'aide publique, le manque d'information, le souhait de ne pas être contrôlé, mais aussi la crainte de la stigmatisation. Au fil des années, on a glissé peu à peu vers l'idée que le RSA serait une aide qui se mérite, réservée aux « bons pauvres » qui s'engagent dans un contrat unilatéral et remplissent leurs « devoirs ». Cette allocation avait pourtant été conçue non comme une relation « donnant-donnant » avec le bénéficiaire, mais comme un soutien « plancher » et inconditionnel aux personnes en précarité, supposées aussi désireuses que les autres d'assumer leurs responsabilités et, en particulier, de travailler. Cette stigmatisation tend par ailleurs à occulter le désengagement croissant de la société dans l'accompagnement des allocataires du RSA, alors que le droit à des moyens convenables d'existence est consacré par notre Constitution.

Les non-recours sont un grain de sable dans les théories économiques qui disent que chacun cherche en permanence à maximiser son profit.

Parole de résistant

« Le RSA ne permet pas du tout de vivre dignement. On peut payer quelques factures, mais avec ça, on ne peut pas manger. Je ne touche jamais la même somme, c'est difficile de s'organiser, car je ne sais jamais combien je vais avoir d'un mois sur l'autre. Il y a beaucoup de convocations, on fait toutes les démarches, on nous promet plein de choses, mais il n'y a rien derrière. Alors, après, on n'y croit plus. Le RSA, ça sert à trouver un emploi normalement, mais ça ne marche pas, il n'y a pas de boulot en ce moment. Quand on postule, on nous dit qu'on est trop vieux. Certains employeurs nous répondent qu'ils gardent notre candidature, peut-être pour une prochaine fois, mais d'autres ne nous répondent même pas. Du coup, le RSA peut nous être coupé sous prétexte qu'on n'a pas cherché d'emploi. Si on fait une demande de logement, on nous répond qu'avec le RSA, on n'a pas assez pour payer les charges. Parfois, les institutions font des erreurs aussi. [...] Ils ne se rendent pas compte des difficultés dans lesquelles ils nous mettent. On est tout le temps en train de se justifier, mais on ne nous croit pas. On vit la peur au ventre. »

COLETTE, contributrice à l'évaluation participative du RSA menée par ATD Quart Monde en 2021 pour la Cour des comptes.



Parole de résistant

« Dès que j'ai pu commencer à m'en sortir, à ne plus être en institution, je me suis mis à travailler. Et j'avais tellement peur de me retrouver à la rue qu'il fallait que je dépense peu. Je n'ai jamais eu d'auto, je ne mange rien de mauvais pour la santé, jamais de café. [...] Avec cette peur de me retrouver à la rue, j'ai très peu dépensé, et je n'ai quasiment jamais pollué. J'ai très peu consommé. C'est minime ce que j'ai consommé : juste les vêtements que j'ai sur le dos que j'ai toujours été chercher à la friperie. Dans les années 1970 on ne parlait pas d'écologie, il n'y avait pas cette conscience environnementale et ce devoir de ne pas trop consommer pour ne pas trop polluer. Mais les pauvres, depuis très longtemps, le font déjà, ils consomment peu et polluent peu. »

ROBERT, contribution à l'atelier « Pauvreté et écologie » du Séminaire annuel de philosophie organisé en août 2018 à Rimouski (Québec).

« SI LES PAUVRES SORTENT DE LA PAUVRETÉ, C'EST MAUVAIS POUR LA PLANÈTE »

FAUX

IL EST POSSIBLE DE BIEN ARTICULER POLITIQUES SOCIALES ET ÉCOLOGIQUES.

Les personnes vivant dans l'extrême pauvreté à travers le monde sont les premières et les plus durement touchées par les effets du changement climatique, mais elles sont les moins responsables de ses causes et ont le moins de moyens pour s'en protéger.

On entend parfois qu'« agir pour le climat et contre la pauvreté sont incompatibles » car, lorsque des personnes sortent de la pauvreté, cela leur permet de consommer davantage et donc cela peut nuire davantage à la planète. Mais ce n'est pas une fatalité et c'est pourquoi il est vital de mener de front actions pour le climat et lutte contre la pauvreté.

Les actions menées en vue d'une économie verte doivent tenir compte de leurs impacts sociaux sur les populations vulnérables et s'inspirer de leurs efforts et de leur expertise contre le changement climatique. Ces processus de changement peuvent être une chance de renforcer les liens sociaux, d'améliorer la santé de tous, de réinventer notre protection sociale, de créer des emplois utiles et durables. L'Agence de la Transition écologique estime que l'action pour le climat peut entraîner la création d'un million d'emplois à l'horizon 2050 en France.

En octobre 2020, le Rapporteur Spécial de l'ONU sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, Olivier De Schutter, a déclaré que « la lutte contre la pauvreté peut être combinée avec la recherche d'un modèle de développement qui atténue le changement climatique et stoppe l'érosion de la biodiversité ».

« LES DEMANDEURS D'ASILE BÉNÉFICIAIRE DE TOUS LES DROITS »

FAUX

LA PLUPART D'ENTRE EUX SUBISSENT UNE GRANDE PRÉCARITÉ.

En arrivant en France, un demandeur d'asile a le droit à une aide financière appelée Ada (allocation pour demandeur d'asile) et un hébergement, dans le cadre du DNA (Dispositif national d'accueil). Faut de place, un tiers d'entre eux sont cependant condamnés à vivre dans une grande précarité et dépendent des associations pour avoir un toit. Le versement de l'allocation n'est pas systématique ni automatique et est conditionné à un certain nombre de critères. Les personnes en demande d'asile sont soumises à des démarches administratives complexes pour déposer leur dossier auprès des autorités et n'ont pas le droit de travailler pendant les six premiers mois de leur arrivée sur le territoire. L'accès à la demande d'asile suppose non seulement d'avoir accès à l'information, mais également de disposer de ressources financières, matérielles et sociales suffisantes. Aucun dispositif n'existe aujourd'hui pour informer systématiquement les personnes qui souhaitent demander l'asile au moment de leur arrivée sur le territoire français. En février 2022, la France comptait 107 039 bénéficiaires de l'Ada. Le droit d'asile est pourtant un droit humain fondamental reconnu par la Déclaration universelle des Droits de l'homme, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et la Convention de Genève.

Parole de résistant

« Notre vie est une bagarre. On est obligé de compter tous les jours le moindre sou. Les gens sont de plus en plus dans l'entre-soi. Les pauvres sont de plus en plus pauvres et les riches de plus en plus riches. [...] J'entends souvent dire que 'les pauvres profitent du système'. En réalité, c'est le contraire, je vois autour de nous des gens qui ne demandent pas leurs droits.

Mon père a quitté la maison quand j'étais petite.

J'entendais souvent certaines personnes dire : 'Ta mère ne veut pas travailler.' Ça fait mal d'entendre cela quand on est enfant. En grandissant, j'ai compris que c'était son handicap qui empêchait ma mère de travailler. Ça fait mal aussi aux parents de ne pas avoir un travail qui rende fiers leurs enfants. [...] Il y a des fraudeurs, c'est vrai, mais pas plus chez les pauvres que chez les autres. Et on ne connaît jamais complètement la vie des autres. Il faut se battre pour tous, pas pour certains seulement. Il faut mieux se connaître entre nous. Pour lutter contre ces préjugés, on doit créer un dialogue entre les gens. Si l'on ne se parle pas, on peut très vite entrer dans les préjugés. »

ÉLODIE, préface du livre *En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté*.



ENGAGEZ-VOUS !

Pas besoin d'être un héros pour s'engager. Une rencontre, une lecture, une indignation peuvent être le point de départ d'un engagement. Quelle que soit la cause qui vous tient à cœur, il est possible de s'investir pour quelques heures ou pour la vie, mais aussi de faire de la lutte qui vous touche un repère constant dans votre manière de travailler, de vivre, de réfléchir... Les engagements possibles sont nombreux et les moyens d'agir accessibles à tous. Alors, lancez-vous !



POURQUOI UNE JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE ?

Née de l'initiative de Joseph Wresinski, fondateur d'ATD Quart Monde, et de plusieurs dizaines de milliers de personnes de tous milieux qui se sont rassemblées sur le Parvis des Droits de l'Homme à Paris en 1987, cette journée est officiellement reconnue par les Nations Unies depuis 1992. Partout dans le monde, elle a pour objectif de faire entendre la voix de ceux qui sont habituellement réduits à leurs difficultés, voire qui en sont jugés responsables.

Pour ATD Quart Monde et ses partenaires, il s'agit de mobiliser les citoyens et les responsables publics pour montrer que la misère n'est pas une fatalité. C'est une violation des droits humains fondamentaux.

QUIZ QUEL MILITANT DU REFUS DE LA MISÈRE ÊTES-VOUS ?

1. SELON VOUS, LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ, C'EST AVANT TOUT :

- ★ Agir sur le terrain pour apporter une aide d'urgence aux plus démunis.
- ⚡ Agir auprès des institutions pour changer les lois en faveur des plus exclus.
- Agir au cœur de l'opinion publique pour changer le regard de la société sur la pauvreté.

2. DES FAMILLES SANS DOMICILE SONT INSTALLÉES DANS LA RUE PRÈS DE CHEZ VOUS. QUE FAITES-VOUS ?

- ⚡ Vous interpellez les élus via les médias pour les mettre face à leurs responsabilités et exiger le relogement de ces familles.
- Vous lancez une campagne de mobilisation pour appeler les citoyens à dénoncer ces situations et à s'unir avec ces familles pour leur permettre d'accéder à leur droit au logement.
- ★ Vous organisez une collecte de couvertures, de vêtements et de nourriture pour les distribuer à ces familles.

3. DANS LAQUELLE DE CES CITATIONS VOUS RETROUVEZ-VOUS LE PLUS ?

- « La seule riposte possible, la seule voie consiste à nous rassembler pour vouloir et mettre en œuvre plus de démocratie. C'est l'attente ardente des plus pauvres d'en devenir les artisans. »
- ⚡ « Détruire la misère ! Oui, cela est possible. Les législateurs et les gouvernants doivent y songer sans cesse ; car, en pareille matière, tant que le possible n'est pas fait, le devoir n'est pas rempli. »
- ★ « C'est pas vraiment de ma faute s'il y en a qui ont faim. Mais ça le deviendrait si on n'y changeait rien. »

VOUS AVEZ UNE MAJORITÉ DE ●



Geneviève de Gaulle-Anthonioz, la force du collectif

Comme Geneviève de Gaulle-Anthonioz, vous pensez que la lutte contre la pauvreté est l'affaire de toutes et tous et que c'est en mobilisant l'ensemble de la société, à partir de l'expérience des plus pauvres, que l'on pourra en venir à bout. Après avoir connu la déportation, Geneviève de Gaulle-Anthonioz rencontre Joseph Wresinski et les familles qui habitent le « camp des sans-logis » de Noisy-le-Grand. Là, elle reconnaît immédiatement chez ces femmes et ces hommes la même résistance que celle qu'elle avait rencontrée chez ses compagnons de camps. En rejoignant ATD Quart Monde dont elle a été la présidente, elle s'est véritablement « alliée » avec celles et ceux qui connaissent la vie la plus précaire et qui agissent quotidiennement pour que leur dignité soit reconnue. Avec le souci constant de permettre à la société de comprendre les réalités de vie des plus pauvres, elle utilisera alors son nom pour que le plus grand nombre s'unissent à eux dans leur combat contre la misère.

VOUS AVEZ UNE MAJORITÉ DE ⚡



Victor Hugo, le poète politique

Comme Victor Hugo, vous pensez que c'est avant tout en changeant les lois que l'on pourra détruire la misère. S'il est connu pour avoir rédigé de grandes œuvres, Victor Hugo était aussi un homme engagé. Défenseur des droits de l'Homme, de la Femme et de l'Enfant, il s'est battu contre la peine de mort, contre l'esclavage, le rejet de l'autre parce qu'il est différent, la misère, l'oppression... Cet engagement, il l'a payé de 19 ans d'exil. Il a encouragé et soutenu nombre de combats contre des injustices de toutes sortes par des lettres ouvertes. Il a aussi agi en tant qu'homme politique. Le discours qui marque vraiment son engagement face à l'extrême pauvreté, il le prononce le 9 juillet 1849, devant l'Assemblée Nationale. Avec force, il y exhorte les gouvernants à agir.

VOUS AVEZ UNE MAJORITÉ DE ★



Coluche, le clown pragmatique

Comme Coluche, vous avez besoin d'être dans l'action immédiate. Vous êtes conscient qu'il est nécessaire de supprimer les causes des inégalités, mais vous pensez que, pendant que d'autres s'y attachent, vous pouvez être utile à pallier leurs conséquences. En 1985, Coluche, humoriste à succès, anime une émission quotidienne sur Europe 1 qu'il utilise comme tribune pour dénoncer les travers de son temps. En septembre, touché par le sort des plus pauvres, et se souvenant de sa propre situation, il y lance une « petite idée comme ça » : créer une cantine gratuite fonctionnant grâce aux dons. En décembre de la même année, plus de 5 000 bénévoles ont répondu à l'appel et 8,5 millions de repas sont distribués en un an. Il ne s'agit alors pas de détruire la misère en s'attaquant à ses racines, mais de la soulager et d'offrir tout le réconfort possible aux plus exclus de la société. Plus de 35 ans plus tard, Les Restos du cœurs sont encore là et Coluche est devenu un emblème de la contestation.

Ce numéro de Résistances a été coordonné par ATD Quart Monde, organisation non gouvernementale sans affiliation religieuse ou politique qui agit pour éradiquer la grande pauvreté. Il est publié à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère avec les partenaires suivants :

